



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 5025

Projet de loi portant approbation de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, signé à Berlin, le 14 juin 2002

Date de dépôt : 12-09-2002

Date de l'avis du Conseil d'État : 10-12-2002

Auteur(s) : Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
12-09-2002	Déposé	5025/00	<u>3</u>
10-12-2002	Avis du Conseil d'Etat (10.12.2002)	5025/01	<u>11</u>
12-06-2003	Rapport de commission(s) : Commission des Media et des Communications Rapporteur(s) : Monsieur Jean-Marie Halsdorf	5025/02	<u>14</u>
18-07-2003	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (18-07-2003) Evacué par dispense du second vote (18-07-2003)	5025/03	<u>19</u>
03-07-2003	Financement de projets de films sur des thèmes d'intérêt luxembourgeois	Document écrit de dépôt	<u>22</u>
31-12-2003	Publié au Mémorial A n°130 en page 2666	5025	<u>24</u>

5025/00

N° 5025

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI

**portant approbation de l'accord de coproduction audiovisuelle
entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le
Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, signé
à Berlin, le 14 juin 2002**

* * *

(Dépôt: le 12.9.2002)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (9.9.2002)	1
2) Texte du projet de loi	2
3) Exposé des motifs.....	2
4) Abkommen zwischen der Regierung des Großherzogtums Luxemburg und der Regierung der Bundesrepublik Deutsch- land über Beziehungen im audiovisuellen Bereich	3

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur est autorisée à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation de l'Accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, signé à Berlin, le 14 juin 2002.

Palais de Luxembourg, le 9 septembre 2002

*Le Ministre des Affaires Etrangères
et du Commerce Extérieur,*

Lydie POLFER

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article unique.— Est approuvé l'Accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, signé à Berlin, le 14 juin 2002.

*

EXPOSE DES MOTIFS

L'industrie luxembourgeoise du cinéma a connu un essor important au cours de la dernière décennie; elle est devenue un secteur actif et créatif en matière de production audiovisuelle. Cependant, le marché national suffit rarement à lui seul à financer une production cinématographique. Aussi est-il indispensable que les producteurs luxembourgeois se positionnent sur la scène internationale, en particulier européenne, et nouent des liens de collaboration avec leurs homologues d'autres pays, notamment sous la forme d'accords de coproduction.

Le terme „accord de coproduction“ désigne l'engagement de deux Etats à attribuer réciproquement leur nationalité à des films coproduits par des sociétés établies sur leur territoire respectif. De cette manière, une coproduction peut cumuler les avantages octroyés aux oeuvres nationales et trouver des financements privés ou publics dans les deux pays.

L'Union luxembourgeoise de la production audiovisuelle (ULPA) insiste régulièrement sur l'importance de tels accords. A cet effet des négociations bilatérales sont actuellement en cours, notamment avec la Suisse et le Royaume-Uni.

Mais la production cinématographique, en tant qu'expression culturelle et sociale, revêt souvent un caractère national ou régional, ce qui se traduit tout d'abord par les différences linguistiques entre les pays producteurs. Dans ce sens, les partenaires de prédilection du Luxembourg en matière de coproductions cinématographiques sont les pays francophones. A ce titre, le Luxembourg a conclu en 1994 un premier protocole d'entente avec le Québec, suivi par des accords de coproduction avec le Canada (1996) et la France (2001).

Pour élargir le rayon d'action des producteurs installés au Grand-Duché sur le plan international, le Luxembourg a signé en juin 2002 un accord de coproduction audiovisuelle avec la République fédérale d'Allemagne („Abkommen zwischen der Regierung des Großherzogtums Luxemburg und der Regierung der Bundesrepublik Deutschland über Beziehungen im audiovisuellen Bereich“). Cet accord stipule que les films réalisés en commun par des producteurs des deux pays sont considérés comme des oeuvres nationales de chaque côté, du moment que la participation allemande et luxembourgeoise se situe entre 20 et 80 pour cent des dépenses totales du film. Dans ce cas, les producteurs bénéficient des avantages financiers prévus dans les dispositions économiques dans le domaine du cinéma des deux Etats. Ceci est d'autant plus important que les „länder“ allemands jouissent d'une autonomie absolue vis-à-vis du gouvernement fédéral dans le domaine de la culture.

Il faut souligner qu'au cours des dernières années, de plus en plus de coproductions luxembourgeoises se sont faites avec des partenaires allemands. On peut citer à titre d'exemple les films coproduits par The Carousel Picture Company (Luxembourg) et Apollomedia (Allemagne) „George and the Dragon“ (réalisation: Tom Reeve) et „The Musketeer“ (réalisation: Peter Hyams).

D'une manière générale, le Luxembourg est devenu pour les producteurs allemands, surtout ceux des régions comme la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, un partenaire attrayant dans le domaine du cinéma, en raison à la fois de la proximité géographique, de la maîtrise de la langue allemande des Luxembourgeois et des conditions de production avantageuses offertes par le Grand-Duché. Ainsi, le Premier ministre luxembourgeois et le ministre-président de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie ont signé une déclaration commune en octobre 1999 qui porte notamment sur la coopération dans le domaine de la production audiovisuelle.

La ratification du présent accord de coproduction créera non seulement un cadre juridique propice aux collaborations entre producteurs luxembourgeois et producteurs allemands; elle permettra également de tisser des liens plus étroits entre les secteurs de la production audiovisuelle des deux pays. Le Gouvernement est convaincu que cet accord se soldera par des opportunités plus variées de financement pour les productions et par des possibilités d'échanges mutuels en matière de promotion, de formation d'artistes et de techniciens luxembourgeois, ainsi que de distribution d'oeuvres germano-luxembourgeoises sur le réseau de salles et lors de festivals cinématographiques.

*

ABKOMMEN
zwischen der Regierung des Großherzogtums Luxemburg und
der Regierung der Bundesrepublik Deutschland über Bezie-
hungen im audiovisuellen Bereich

Die Regierung des Großherzogtums Luxemburg
und
die Regierung der Bundesrepublik Deutschland

in dem Bewusstsein, dass audiovisuelle Gemeinschaftsproduktionen einen wichtigen Beitrag zur Entwicklung der Filmindustrie sowie für eine Zunahme des wirtschaftlichen und kulturellen Austausches zwischen den beiden Ländern leisten können,

entschlossen, die Entwicklung der wirtschaftlichen Zusammenarbeit zwischen dem Großherzogtum Luxemburg und der Bundesrepublik Deutschland anzuregen,

geleitet von dem Wunsch, eine Atmosphäre für gute Beziehungen auf dem audiovisuellen Gebiet, insbesondere für die gemeinsame Herstellung von Filmen, Fernseh-, Video- und Multimediaproduktionen, zu schaffen,

eingedenk dessen, dass die Qualität der Gemeinschaftsproduktionen zur Ausweitung der Produktion und Verbreitung von Filmen, Fernseh-, Video- und Multimediaproduktionen beider Länder beitragen kann

SIND WIE FOLGT ÜBEREINGEKOMMEN:

Artikel 1

Zuständige Behörden

(1) Gemeinschaftsproduktionen, auf die dieses Abkommen Anwendung finden soll, bedürfen der Anerkennung durch die zuständigen Behörden beider Vertragsparteien. Diese sind in Luxemburg der nationale Filmfonds (Fonds national de soutien à la production audiovisuelle) und in der Bundesrepublik Deutschland das Bundesamt für Wirtschaft und Ausfuhrkontrolle.

(2) Werden die zuständigen Behörden durch andere ersetzt, informieren sich die Vertragsparteien gegenseitig.

Artikel 2

Geltung als nationale Filme

(1) Filme, die im Rahmen dieses Abkommens hergestellt wurden, werden als nationale Filme angesehen.

(2) Diese Filme haben vollen Anspruch auf die Vergünstigungen entsprechend den Bestimmungen, die für die audiovisuelle Wirtschaft in dem jeweiligen Staat gelten oder noch erlassen werden.

Artikel 3

Voraussetzungen für die Anerkennung von Gemeinschaftsproduktionen

(1) Die Gemeinschaftsproduzenten des Films müssen ihren Sitz oder eine Niederlassung im Gebiet einer der Vertragsparteien haben.

(2) Die Beteiligung der Gemeinschaftsproduzenten beider Länder kann zwischen 20 (zwanzig) vom Hundert und 80 (achtzig) vom Hundert je Film betragen.

(3) Der Beitrag des Minderheitsproduzenten muss eine tatsächliche technische und künstlerische Beteiligung umfassen. Grundsätzlich soll der Beitrag des Minderheitsproduzenten zum künstlerischen und technischen Personal seinem finanziellen Beitrag entsprechen.

(4) Unter technischem und künstlerischem Personal werden die Personen verstanden, die nach den in jedem Land geltenden Gesetzen als Autoren gelten, unter anderem Handlungs- oder Drehbuchautoren, Regisseure, Komponisten, Chefmonteure, Bildregisseure, künstlerische Direktoren, Schauspieler sowie Tontechniker. Der Beitrag jedes einzelnen dieser Mitarbeiter ist individuell zu bewerten.

(5) Grundsätzlich umfasst der Beitrag jeder Vertragspartei neben einer Person nach Absatz 4 mindestens einen Hauptdarsteller, einen Nebendarsteller und/oder einen qualifizierten Filmtechniker.

(6) Dabei kann der Hauptdarsteller durch zwei qualifizierte Filmtechniker ersetzt werden.

Artikel 4

Teilnehmer

Die an der Herstellung des Films Beteiligten müssen folgendem Personenkreis angehören:

In Bezug auf das Großherzogtum Luxemburg

- Luxemburgische Staatsangehörige,
- Staatsangehörige eines Mitgliedstaates der Europäischen Union,
- Staatsangehörige eines anderen Vertragsstaates des Abkommens vom 2. Mai 1992 über den Europäischen Wirtschaftsraum (EWR-Abkommen),
- Personen jedweder Staatsangehörigkeit mit ständigem Wohnsitz im Großherzogtum Luxemburg,
- Personen jedweder Staatsangehörigkeit, die gemäß Verwaltungspraxis den luxemburgischen Staatsangehörigen gleichgestellt sind.

In Bezug auf die Bundesrepublik Deutschland

- Deutsche im Sinne des Grundgesetzes,
- Personen, die dem deutschen Kulturkreis angehören und ihren ständigen Wohnsitz in der Bundesrepublik Deutschland haben,
- Staatsangehörige eines Mitgliedstaates der Europäischen Union,
- Staatsangehörige eines anderen Vertragsstaates des Abkommens vom 2. Mai 1992 über den Europäischen Wirtschaftsraum (EWR-Abkommen).

Unter Berücksichtigung der besonderen Anforderungen der Gemeinschaftsproduktion und nach vorheriger Abstimmung zwischen den zuständigen Behörden beider Länder können auch andere Beteiligte als die oben genannten für die Herstellung der Gemeinschaftsproduktion zugelassen werden.

Artikel 5

Verbreitung von Filmen

Die Vertragsparteien bekräftigen ihren Willen, die Verbreitung von Filmen der jeweils anderen Vertragspartei in ihrem jeweiligen Hoheitsgebiet mit allen zulässigen Mitteln zu betreiben und zu fördern.

Artikel 6

Minderheits- und Mehrheitsbeteiligungen bei multilateralen Gemeinschaftsproduktionen

Im Fall von multilateralen Gemeinschaftsproduktionen darf die Minderheitsbeteiligung nicht weniger als 10 (zehn) vom Hundert und die Mehrheitsbeteiligung nicht mehr als 70 (siebzig) vom Hundert der Gesamtkosten des Films betragen.

*Artikel 7***Finanzielle Gemeinschaftsproduktionen**

- (1) Abweichend von den vorangehenden Bestimmungen dieses Abkommens können im Interesse der bilateralen Gemeinschaftsproduktion auch diejenigen Filme zugelassen werden, die in einem der beiden Länder hergestellt werden und bei denen sich die Minderheitsbeteiligung nach Maßgabe des Gemeinschaftsproduktionsvertrages nur auf die finanzielle Beteiligung beschränkt, wobei eine solche Minderheitsbeteiligung nicht weniger als 20 (zwanzig) vom Hundert der endgültigen Kosten des Films betragen darf.
- (2) Die Anerkennung als bilaterale Gemeinschaftsproduktion wird jedem einzelnen dieser Werke erst nach vorheriger Genehmigung durch die zuständigen luxemburgischen und deutschen Behörden gewährt.
- (3) Die finanziellen Aufwendungen in beiden Ländern für die Förderung solcher Gemeinschaftsproduktionen sollen im Verlauf von zwei Jahren ausgeglichen sein.
- (4) Alle zwei Jahre überprüft die nach Artikel 10 gebildete Gemischte Kommission, ob das finanzielle Gleichgewicht eingehalten wurde.

*Artikel 8***Gleichgewichtige Beteiligung**

- (1) Es soll ein Gleichgewicht sowohl hinsichtlich der künstlerischen, technischen und darstellerischen Beteiligungen als auch hinsichtlich der finanziellen und technischen Beteiligungen beider Länder (Studios, Laboratorien und Postproduktion) eingehalten werden.
- (2) Die Gemischte Kommission untersucht, ob dieses Gleichgewicht eingehalten wurde, und ergreift, wenn dies nicht der Fall ist, die Maßnahmen, die sie für dessen Wiederherstellung als notwendig erachtet.

Artikel 9

Titelvor- und -nachspann und Werbematerial der Gemeinschaftsproduktionen müssen den Hinweis enthalten, dass es sich um eine luxemburgisch-deutsche Gemeinschaftsproduktion handelt.

*Artikel 10***Gemischte Kommission**

- (1) Die zuständigen Behörden beider Vertragsparteien werden sich über die Anwendung des vorliegenden Abkommens verständigen, um bei der Umsetzung der Bestimmungen aufgetretene Schwierigkeiten zu lösen. Außerdem werden sie gegebenenfalls zur Förderung der filmwirtschaftlichen Zusammenarbeit entsprechende Änderungen im gemeinsamen Interesse beider Länder vorschlagen.
- (2) Zur Überprüfung der Anwendung dieses Abkommens bilden die Vertragsparteien eine Gemischte Kommission, die sich aus Vertretern beider Regierungen und Berufsorganisationen zusammensetzt.
- (3) Die Kommission tritt grundsätzlich einmal alle zwei Jahre zusammen, abwechselnd in einem der beiden Länder. Auf Antrag einer der Vertragsparteien, insbesondere wenn bei der Anwendung des Abkommens besondere Schwierigkeiten entstehen, kann die Gemischte Kommission auch zu einer Sondersitzung einberufen werden.
- (4) Die zuständigen Behörden beider Vertragsparteien informieren sich regelmäßig über Erteilung, Ablehnung, Änderung und Widerruf der Gemeinschaftsproduktionen. Vor Ablehnung eines Antrages auf Bewilligungserteilung konsultiert die zuständige Behörde diejenige der anderen Vertragspartei.

Artikel 11

Die Bestimmungen dieses Abkommens für Film-Gemeinschaftsproduktionen gelten entsprechend auch für Gemeinschaftsproduktionen im Fernseh-, Video- und Multimediabereich.

*Artikel 12****Schlussbestimmungen***

- (1) Dieses Abkommen wird auf unbestimmte Zeit geschlossen.
- (2) Dieses Abkommen tritt an dem Tag in Kraft, an dem die Regierung des Großherzogtums Luxemburg der Regierung der Bundesrepublik Deutschland mitgeteilt hat, dass die innerstaatlichen Voraussetzungen für das Inkrafttreten erfüllt sind. Maßgebend ist der Tag des Eingangs der Mitteilung.
- (3) Jede der Vertragsparteien kann das Abkommen gegenüber der anderen Vertragspartei mit einer Frist von drei Monaten auf diplomatischem Wege schriftlich kündigen.
- (4) Die Kündigung des Abkommens hat keine Auswirkungen auf die Fertigstellung von Gemeinschaftsproduktionen, die während seiner Geltungsdauer genehmigt worden sind.
- (5) Die Registrierung dieses Abkommens beim Sekretariat der Vereinten Nationen nach Artikel 102 der Charta der Vereinten Nationen wird unverzüglich nach seinem Inkrafttreten von der Regierung der Bundesrepublik Deutschland veranlaßt. Die andere Vertragspartei wird unter Angabe der VN-Registrierungsnummer von der erfolgten Registrierung unterrichtet, sobald diese vom Sekretariat der Vereinten Nationen bestätigt worden ist.

GESCHEHEN zu Berlin am 14. Juni 2002 in zwei Urschriften in deutscher Sprache.

*Für die Regierung des
Großherzogtums Luxemburg,*
(Unterschrift)

*Für die Regierung der
Bundesrepublik Deutschland,*
(Unterschrift)

5025/01

N° 5025¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2002-2003

PROJET DE LOI**portant approbation de l'accord de coproduction audiovisuelle
entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le
Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, signé
à Berlin, le 14 juin 2002**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(10.12.2002)

Par dépêche du 30 août 2002, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis aux délibérations du Conseil d'Etat le projet de loi susmentionné, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

Au texte du projet de loi étaient joints l'exposé des motifs ainsi que le texte de l'Accord à approuver.

L'industrie cinématographique luxembourgeoise connaît un essor remarquable. Depuis 1990 (date de la création du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle), de nombreux projets de qualité ont été menés à bonne fin et un nombre appréciable de sociétés liées au secteur d'activités visé ont vu le jour et se sont développées, créant un gisement d'emplois permanents et temporaires non négligeable. En 1996, le Luxembourg a ratifié la Convention européenne sur les coproductions cinématographiques qui régit les relations cinématographiques multilatérales de tous les Etats signataires. Ladite Convention ne fournissant qu'un cadre juridique général, la conclusion d'accords bilatéraux s'impose pour optimiser les chances de la production audiovisuelle luxembourgeoise. Les partenaires privilégiés dans ce domaine sont les pays et provinces francophones. Dans ce contexte, on peut mentionner un protocole d'entente avec le Québec (1994), suivi par des accords de coproduction avec le Canada (1996) et la France (2001).

Compte tenu de sa vocation multilingue, le Luxembourg tient à élargir le champ d'activités de sa production audiovisuelle au-delà de l'espace linguistique francophone en y englobant les pays germanophones où des expériences fructueuses de coproductions ont déjà eu lieu. C'est la raison pour laquelle le Luxembourg a signé à Berlin un accord de coproduction audiovisuelle avec la République fédérale d'Allemagne. Cet accord permettra à des coproductions germano-luxembourgeoises, pour autant que la participation d'une des deux parties se situe entre 20 et 80 pour cent des dépenses totales d'un film, d'être considérées comme des œuvres nationales dans chacun des deux pays et de bénéficier ainsi des avantages financiers figurant dans les dispositions économiques prévues par les deux Etats au profit de la production audiovisuelle.

Le Conseil d'Etat approuve le projet de loi sous examen dont le texte n'appelle pas d'observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 10 décembre 2002.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Marcel SAUBER

Service Central des Imprimés de l'Etat

5025/02

N° 5025²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2002-2003

PROJET DE LOI

**portant approbation de l'accord de coproduction audiovisuelle
entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le
Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, signé
à Berlin, le 14 juin 2002**

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES MEDIA
ET DES COMMUNICATIONS**

(12.6.2003)

La Commission se compose de: M. Laurent MOSAR, Président; M. Jean-Marie HALSDORF, Rapporteur; Mme Simone BEISSEL, M. Alex BODRY, Mme Mady DELVAUX-STEHRER, M. Robert GARCIA, M. Marcel GLESENER, M. Fernand GREISEN, M. Paul HELMINGER, M. Jean-Paul RIPPINGER et M. Patrick SANTER, Membres.

*

1. ANTECEDENTS

Le 12 septembre 2002, la Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur a déposé le projet de loi sous rubrique à la Chambre des Députés. Le projet était accompagné d'un exposé des motifs et du texte intégral de l'Accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne.

Dans sa réunion du 16 janvier 2003, la Commission des Media et des Communications a désigné un rapporteur en la personne de Monsieur Jean-Marie Halsdorf. Au cours de la même réunion, la commission parlementaire a procédé à l'analyse du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat, qui est intervenu le 10 décembre 2002. Le présent rapport a été adopté le 12 juin 2003.

*

2. OBJET DE LA LOI

Afin d'élargir le rayon d'action des producteurs installés au Luxembourg sur le plan international, le Luxembourg a signé en juin 2002 un accord de coproduction audiovisuelle avec la République fédérale d'Allemagne. L'accord prévoit que les films réalisés en commun par des producteurs des deux pays sont considérés comme des œuvres nationales de chaque côté, du moment que la participation allemande et luxembourgeoise se situe entre 20 et 80 pour cent des dépenses totales du film. Dans ce cas, les producteurs bénéficient des avantages financiers prévus dans les dispositions économiques dans le domaine du cinéma des deux Etats. Ceci est d'autant plus important que les „Länder“ allemands jouissent d'une autonomie absolue vis-à-vis du Gouvernement fédéral dans le domaine de la culture.

L'accord prévoit par ailleurs l'instauration d'une commission mixte chargée de veiller au respect mutuel des dispositions contenues dans l'accord bilatéral.

*

3. CONTEXTE

Selon les dires du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle, instauré par la loi de 1990 et restructuré en 1999, la production audiovisuelle a aujourd'hui un impact non négligeable sur l'économie luxembourgeoise. La loi du 21 décembre 1998 portant modification et refonte de la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel et de la loi du 11 avril 1990 portant création d'un Fonds national de soutien à la production audiovisuelle offre des aides financières sous forme de remises fiscales, qui ont eu des retombées positives pour le secteur audiovisuel. 50% des aides accordées refluent dans l'économie luxembourgeoise. Des entreprises artisanales, des services et le secteur HORECA profitent ainsi des tournages. Des techniciens luxembourgeois ayant acquis une certaine expérience durant les tournages au Grand-Duché sont de plus en plus sollicités pour des productions à l'étranger. Les 50% restants constituent un investissement important pour la promotion culturelle, ainsi que pour l'image de marque du Luxembourg. Par ailleurs, de plus en plus d'étudiants suivent des cours de cinématographie à l'étranger. A l'heure actuelle, le secteur emploie 600 personnes et compte une quinzaine d'entreprises de production. Le montant globalement investi dans le secteur s'élève à 45 millions euros.

Du fait que le secteur de la production audiovisuelle luxembourgeoise a connu un essor considérable ces dernières années, et étant donné que le marché national ne suffit guère à lui seul à financer une production cinématographique, les accords de coopération revêtent une importance de plus en plus cruciale dans l'optique du positionnement du Grand-Duché sur la scène cinématographique internationale. Les accords de coproduction signés avec la France en 2001, avec le Canada en 1996, le protocole d'entente signé avec le Québec en 1994, ainsi que les négociations bilatérales avec le Royaume-Uni et la Suisse font preuve des efforts entrepris par le Gouvernement luxembourgeois d'explorer à fond les possibilités d'un nouveau créneau économique.

L'accord conclu avec l'Allemagne se base sur un certain nombre de coproductions germano-luxembourgeoises, dont on peut citer à titre d'exemple les films coproduits par *The Carousel Picture Company* (Luxembourg) et *Apollomedia* (Allemagne) „George and the Dragon“ et „The Musketeer“. Le Luxembourg est ainsi devenu pour les producteurs allemands, surtout pour ceux issus de la région de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, un partenaire fiable dans le domaine du cinéma.

*

4. PORTRAIT SOMMAIRE DU CINEMA ALLEMAND

Le cinéma allemand s'illustre par deux périodes de grande richesse: les années 1920, où triomphe l'esthétique expressionniste, et les années 1970, marquées par un véritable renouveau à l'Ouest. Mais entre les deux, pendant les quarante ans où s'enchaînent le nazisme, la guerre et la bipartition, la production cinématographique est réduite à la propagande, puis à la médiocrité.

Le cinéma allemand est né en même temps que le cinématographe des frères Lumière, grâce aux frères Skladanowsky, inventeurs du Bioscope, en 1895. Le célèbre directeur de théâtre Max Reinhardt manifeste son intérêt pour cette nouvelle forme d'expression artistique et c'est un acteur qu'il a formé, Paul Wegener, qui réalise en 1913 „L'Etudiant de Prague“ sur un scénario fantastique de H. H. Ewers. C'est la première apparition du thème du double sur les écrans allemands, thème éminemment faustien qui deviendra obsessionnel. En 1917, en pleine guerre, le Gouvernement décide de réunir les petites sociétés allemandes dans un conglomerat industriel, l'Universum Film Aktiengesellschaft, connu sous le sigle UFA.

L'immédiate après-guerre est marquée par deux types d'œuvres: le film historique à grand spectacle, tel que „Madame du Barry“ d'Ernst Lubitsch, et le film intellectuel d'avant-garde, représenté par „Le Cabinet du Docteur Caligari“ de Robert Wiene. Ce dernier constitue le manifeste de l'école expressionniste, courant esthétique qui s'est d'abord illustré au théâtre, en peinture et en poésie. L'expressionnisme est un cri de révolte contre les valeurs sociales établies et s'oppose à tous les réalismes. Au sens strict, il n'apparaît au cinéma que dans „Le Cabinet du Docteur Caligari“ et dans „De l'aube à minuit“ de Karl-Heinz Martin en 1920, mais il va marquer la plupart des œuvres des cinéastes majeurs de la décennie, dont Murnau („Nosferatu le vampire“, 1922), Pabst et Lang. Ce fut précisément Fritz Lang, qui réalisa en 1926 l'œuvre la plus importante de la décennie, à savoir „Metropolis“, fable futuriste

opposant au patronat triomphant dans la ville supérieure le prolétariat des catacombes qui alimente une usine-Moloch.

La tendance réaliste est présente tout au long de la décennie. Elle s'épanouit dans l'œuvre du scénariste Carl Mayer, auteur du „Dernier des hommes“ mais aussi du „Rail“ et de „La Nuit de la Saint-Sylvestre“, deux tragédies mises en scène par Lupu Pick. Pabst va porter à la perfection cette inspiration réaliste dans le film de rue, avec la „Rue sans joie“ (1925) où il dirige Greta Garbo, puis avec „Le Journal d'une fille perdue“ (1926) et „Loulou“ (1929), où il offre à l'actrice américaine Louise Brooks deux rôles qui révèlent sa magnifique beauté.

Le début des années 1930 voit l'apparition de nombreuses opérettes filmées qui concurrencent Hollywood en Europe. Josef von Sternberg vient des Etats-Unis diriger Marlene Dietrich dans „L'Ange bleu“ (1930), et Fritz Lang réalise, d'après un fait divers célèbre, le portrait d'un assassin de fillettes dans „M le maudit“ (1931), qui lui permet de broser un extraordinaire tableau de la société allemande à la veille du nazisme.

A partir de 1933, les nazis au pouvoir contrôlent de près la production cinématographique. De très nombreux techniciens, acteurs, réalisateurs fuient les persécutions raciales et politiques et vont enrichir les cinémas européen et américain. Le cinéma du III^e Reich cultive cependant les films de genre. La propagande s'exerce dans le film historique à la gloire des héros de la germanité; la cinéaste la plus remarquée du régime est Leni Riefenstahl, qui magnifie les cérémonies nazies dans „Triomphe de la volonté“ (1935) et „Les Dieux du stade“ (1938).

Après la guerre, la production cinématographique se développe indépendamment en Allemagne démocratique, à partir de 1946, et en Allemagne fédérale, à partir de 1949. Les films de la RDA obéissent pour la plupart à l'esthétique du réalisme socialiste qui triomphe dans les démocraties populaires. L'auteur le plus original de l'après-guerre reste Wolfgang Staudte („Les assassins sont parmi nous“, 1946), mais ce sont les œuvres de Konrad Wolf qui auront le plus grand retentissement international („Lissy“, 1957; „Etoiles“, 1959). Malgré quelques timides tentatives d'émancipation artistique dans les années 1970, le cinéma de la RDA reste victime d'un sévère contrôle idéologique.

Le cinéma de la République fédérale des années 1950 est d'une grande médiocrité, à l'exception de quelques films de Helmut Käutner („le Dernier Pont“, 1954; „le Général du diable“, 1955). Il faut attendre le „manifeste d'Oberhausen“ en 1962 pour que naisse un nouveau langage cinématographique. L'instigateur du manifeste, Alexander Kluge, réalise „Anita G.“ en 1966, année qui voit apparaître Volker Schlöndorff avec „Les désarrois de l'élève Törless“. Suivent dans le même élan Jean-Marie Straub, Peter Fleischmann et Rudolph Thome. Mais les trois réalisateurs majeurs des années 1970-1980 sont Rainer Werner Fassbinder, à l'œuvre prolifique et protéiforme („Les larmes amères de Petra von Kant“, 1972), le visionnaire Werner Herzog („L'énigme de Kaspar Hauser“, 1974), et le cinéaste de l'errance Wim Wenders („L'ami américain“, 1977). Leurs films triompheront dans les festivals internationaux jusqu'à la nouvelle génération, qui comprend Helma Sanders-Brahms („Allemagne, mère blafarde“, 1980), Margarethe von Trotta et Percy Adlon, le réalisateur de „Bagdad Café“ en 1987, dont le succès lui permettra de tourner aux Etats-Unis („Salmonberries“, 1991; „Younger and Younger“, 1993). Mentionnons enfin les œuvres récemment récompensées à l'étranger de la réalisatrice Caroline Link, dont notamment „Jenseits der Stille“ (Nomination aux Oscars pour le meilleur film étranger en 1997) et „Jenseits von Afrika“ (Oscar pour le meilleur film étranger en 2003).

*

5. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat approuve le projet de loi sous examen dont le texte n'appelle pas d'observation.

*

6. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

A l'instar de ce qui précède, la Commission reconnaît l'importance de tels accords pour le développement du site audiovisuel luxembourgeois et recommande, à l'unanimité, à la Chambre des Députés de voter le projet de loi dans la teneur suivante:

*

PROJET DE LOI

**portant approbation de l'accord de coproduction audiovisuelle
entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le
Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, signé à
Berlin, le 14 juin 2002**

Article unique.— Est approuvé l'Accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, signé à Berlin, le 14 juin 2002.

Luxembourg, le 12 juin 2003

Le Rapporteur,
Jean-Marie HALSDORF

Le Président,
Laurent MOSAR

5025/03

N° 5025³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

PROJET DE LOI

**portant approbation de l'accord de coproduction audiovisuelle
entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le
Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, signé
à Berlin, le 14 juin 2002**

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(18.7.2003)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 18 juillet 2003 à délibérer sur la question de
dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

**portant approbation de l'accord de coproduction audiovisuelle
entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le
Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, signé
à Berlin, le 14 juin 2002**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 3 juillet 2003 et dispensé du second vote
constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 10 décembre 2002;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par
l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 18 juillet 2003.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

Document écrit de dépôt



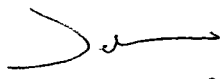
MOTION

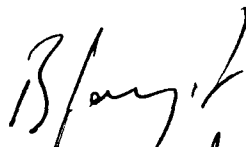
La Chambre des Députés

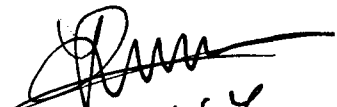
- considérant le soutien apporté par les autorités luxembourgeoises au développement d'une industrie cinématographique au Luxembourg,
- considérant le succès rencontré par certains films « made in Luxembourg », qui ont pour objet des « Luxemburgensia »,
- considérant que des coproducteurs potentiels d'autres pays de l'Union Européenne ne s'intéressent guère à des thèmes purement nationaux et ne se précipitent donc pas, à priori, pour participer au financement de tels films dans les langues en usage dans notre pays

invite le Gouvernement

- à permettre, par des moyens appropriés et suffisants, le financement de projets de films sur des thèmes d'intérêt luxembourgeois sans obliger le producteur à s'associer à un partenaire – coproducteur d'un autre pays de l'Union Européenne.


 DELVAUX-STEHRES


 B. Fayot


 Kieckhefer


 Mrs di Bartolomeo


 G. Wollfart

5025

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 130**3 septembre 2003****Sommaire**

**ACCORD BILATERAL DE COPRODUCTION AUDIOVISUELLE:
LUXEMBOURG - ALLEMAGNE**

**Loi du 12 août 2003 portant approbation de l'Accord de coproduction audiovisuelle entre le
Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République
fédérale d'Allemagne, signé à Berlin, le 14 juin 2002 page 2666**

Loi du 12 août 2003 portant approbation de l'Accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, signé à Berlin, le 14 juin 2002.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 3 juillet 2003 et celle du Conseil d'Etat du 18 juillet 2003 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. unique. Est approuvé l'Accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, signé à Berlin, le 14 juin 2002.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre des Affaires Etrangères,
et du Commerce Extérieur,
Lydie Polfer*

Cabasson, le 12 août 2003.
Henri

*Le Ministre délégué aux Communications,
François Biltgen*

Doc. parl. 5025; sess. ord. 2001-2002 et 2002-2003

ABKOMMEN

**zwischen der Regierung des Großherzogtums Luxemburg und
der Regierung der Bundesrepublik Deutschland
über Beziehungen im audiovisuellen Bereich**

*Die Regierung des Großherzogtums Luxemburg
und
die Regierung der Bundesrepublik Deutschland*

in dem Bewusstsein, dass audiovisuelle Gemeinschaftsproduktionen einen wichtigen Beitrag zur Entwicklung der Filmindustrie sowie für eine Zunahme des wirtschaftlichen und kulturellen Austausches zwischen den beiden Ländern leisten können,

entschlossen, die Entwicklung der wirtschaftlichen Zusammenarbeit zwischen dem Großherzogtum Luxemburg und der Bundesrepublik Deutschland anzuregen,

geleitet von dem Wunsch, eine Atmosphäre für gute Beziehungen auf dem audiovisuellen Gebiet, insbesondere für die gemeinsame Herstellung von Filmen, Fernseh-, Video- und Multimediaproduktionen, zu schaffen,

eingedenk dessen, dass die Qualität der Gemeinschaftsproduktionen zur Ausweitung der Produktion und Verbreitung von Filmen, Fernseh-, Video- und Multimediaproduktionen beider Länder beitragen kann

SIND WIE FOLGT ÜBEREINGEKOMMEN:

Artikel 1

Zuständige Behörden

(1) Gemeinschaftsproduktionen, auf die dieses Abkommen Anwendung finden soll, bedürfen der Anerkennung durch die zuständigen Behörden beider Vertragsparteien. Diese sind in Luxemburg der nationale Filmfonds (Fonds national de soutien à la production audiovisuelle) und in der Bundesrepublik Deutschland das Bundesamt für Wirtschaft und Ausfuhrkontrolle.

(2) Werden die zuständigen Behörden durch andere ersetzt, informieren sich die Vertragsparteien gegenseitig.

Artikel 2

Geltung als nationale Filme

(1) Filme, die im Rahmen dieses Abkommens hergestellt wurden, werden als nationale Filme angesehen.

(2) Diese Filme haben vollen Anspruch auf die Vergünstigungen entsprechend den Bestimmungen, die für die audiovisuelle Wirtschaft in dem jeweiligen Staat gelten oder noch erlassen werden.

Artikel 3

Voraussetzungen für die Anerkennung von Gemeinschaftsproduktionen

- (1) Die Gemeinschaftsproduzenten des Films müssen ihren Sitz oder eine Niederlassung im Gebiet einer der Vertragsparteien haben.
- (2) Die Beteiligung der Gemeinschaftsproduzenten beider Länder kann zwischen 20 (zwanzig) vom Hundert und 80 (achtzig) vom Hundert je Film betragen.
- (3) Der Beitrag des Minderheitsproduzenten muss eine tatsächliche technische und künstlerische Beteiligung umfassen. Grundsätzlich soll der Beitrag des Minderheitsproduzenten zum künstlerischen und technischen Personal seinem finanziellen Beitrag entsprechen.
- (4) Unter technischem und künstlerischem Personal werden die Personen verstanden, die nach den in jedem Land geltenden Gesetzen als Autoren gelten, unter anderem Handlungs- oder Drehbuchautoren, Regisseure, Komponisten, Chefmonteure, Bildregisseure, künstlerische Direktoren, Schauspieler sowie Tontechniker. Der Beitrag jedes einzelnen dieser Mitarbeiter ist individuell zu bewerten.
- (5) Grundsätzlich umfasst der Beitrag jeder Vertragspartei neben einer Person nach Absatz 4 mindestens einen Hauptdarsteller, einen Nebendarsteller und/oder einen qualifizierten Filmtechniker.
- (6) Dabei kann der Hauptdarsteller durch zwei qualifizierte Filmtechniker ersetzt werden.

Artikel 4

Teilnehmer

Die an der Herstellung des Films Beteiligten müssen folgendem Personenkreis angehören:

In Bezug auf das Großherzogtum Luxemburg

- Luxemburgische Staatsangehörige,
- Staatsangehörige eines Mitgliedstaates der Europäischen Union,
- Staatsangehörige eines anderen Vertragsstaates des Abkommens vom 2. Mai 1992 über den Europäischen Wirtschaftsraum (EVR-Abkommen),
- Personen jedweder Staatsangehörigkeit mit ständigem Wohnsitz im Großherzogtum Luxemburg,
- Personen jedweder Staatsangehörigkeit, die gemäß Verwaltungspraxis den luxemburgischen Staatsangehörigen gleichgestellt sind.

In Bezug auf die Bundesrepublik Deutschland

- Deutsche im Sinne des Grundgesetzes,
- Personen, die dem deutschen Kulturkreis angehören und ihren ständigen Wohnsitz in der Bundesrepublik Deutschland haben,
- Staatsangehörige eines Mitgliedstaates der Europäischen Union,
- Staatsangehörige eines anderen Vertragsstaates des Abkommens vom 2. Mai 1992 über den Europäischen Wirtschaftsraum (EVR-Abkommen).

Unter Berücksichtigung der besonderen Anforderungen der Gemeinschaftsproduktion und nach vorheriger Abstimmung zwischen den zuständigen Behörden beider Länder können auch andere Beteiligte als die oben genannten für die Herstellung der Gemeinschaftsproduktion zugelassen werden.

Artikel 5

Verbreitung von Filmen

Die Vertragsparteien bekräftigen ihren Willen, die Verbreitung von Filmen der jeweils anderen Vertragspartei in ihrem jeweiligen Hoheitsgebiet mit allen zulässigen Mitteln zu betreiben und zu fördern.

Artikel 6

Minderheits- und Mehrheitsbeteiligungen bei multilateralen Gemeinschaftsproduktionen

Im Fall von multilateralen Gemeinschaftsproduktionen darf die Minderheitsbeteiligung nicht weniger als 10 (zehn) vom Hundert und die Mehrheitsbeteiligung nicht mehr als 70 (siebzig) vom Hundert der Gesamtkosten des Films betragen.

Artikel 7

Finanzielle Gemeinschaftsproduktionen

(1) Abweichend von den vorangehenden Bestimmungen dieses Abkommens können im Interesse der bilateralen Gemeinschaftsproduktion auch diejenigen Filme zugelassen werden, die in einem der beiden Länder hergestellt werden und bei denen sich die Minderheitsbeteiligung nach Maßgabe des Gemeinschaftsproduktionsvertrages nur auf die finanzielle Beteiligung beschränkt, wobei eine solche Minderheitsbeteiligung nicht weniger als 20 (zwanzig) vom Hundert der endgültigen Kosten des Films betragen darf.

(2) Die Anerkennung als bilaterale Gemeinschaftsproduktion wird jedem einzelnen dieser Werke erst nach vorheriger Genehmigung durch die zuständigen luxemburgischen und deutschen Behörden gewährt.

(3) Die finanziellen Aufwendungen in beiden Ländern für die Förderung solcher Gemeinschaftsproduktionen sollen im Verlauf von zwei Jahren ausgeglichen sein.

(4) Alle zwei Jahre überprüft die nach Artikel 10 gebildete Gemischte Kommission, ob das finanzielle Gleichgewicht eingehalten wurde.

Artikel 8

Gleichgewichtige Beteiligung

(1) Es soll ein Gleichgewicht sowohl hinsichtlich der künstlerischen, technischen und darstellerischen Beteiligungen als auch hinsichtlich der finanziellen und technischen Beteiligungen beider Länder (Studios, Laboratorien und Postproduktion) eingehalten werden.

(2) Die Gemischte Kommission untersucht, ob dieses Gleichgewicht eingehalten wurde, und ergreift, wenn dies nicht der Fall ist, die Maßnahmen, die sie für dessen Wiederherstellung als notwendig erachtet.

Artikel 9

Titelvor- und -nachspann und Werbematerial der Gemeinschaftsproduktionen müssen den Hinweis enthalten, dass es sich um eine luxemburgisch-deutsche Gemeinschaftsproduktion handelt.

Artikel 10

Gemischte Kommission

(1) Die zuständigen Behörden beider Vertragsparteien werden sich über die Anwendung des vorliegenden Abkommens verständigen, um bei der Umsetzung der Bestimmungen aufgetretene Schwierigkeiten zu lösen. Außerdem werden sie gegebenenfalls zur Förderung der filmwirtschaftlichen Zusammenarbeit entsprechende Änderungen im gemeinsamen Interesse beider Länder vorschlagen.

(2) Zur Überprüfung der Anwendung dieses Abkommens bilden die Vertragsparteien eine Gemischte Kommission, die sich aus Vertretern beider Regierungen und Berufsorganisationen zusammensetzt.

(3) Die Kommission tritt grundsätzlich einmal alle zwei Jahre zusammen, abwechselnd in einem der beiden Länder. Auf Antrag einer der Vertragsparteien, insbesondere wenn bei der Anwendung des Abkommens besondere Schwierigkeiten entstehen, kann die Gemischte Kommission auch zu einer Sondersitzung einberufen werden.

(4) Die zuständigen Behörden beider Vertragsparteien informieren sich regelmäßig über Erteilung, Ablehnung, Änderung und Widerruf der Gemeinschaftsproduktionen. Vor Ablehnung eines Antrages auf Bewilligungserteilung konsultiert die zuständige Behörde diejenige der anderen Vertragspartei.

Artikel 11

Die Bestimmungen dieses Abkommens für Film-Gemeinschaftsproduktionen gelten entsprechend auch für Gemeinschaftsproduktionen im Fernseh-, Video- und Multimediabereich.

Artikel 12

Schlussbestimmungen

(1) Dieses Abkommen wird auf unbestimmte Zeit geschlossen.

(2) Dieses Abkommen tritt an dem Tag in Kraft, an dem die Regierung des Großherzogtums Luxemburg der Regierung der Bundesrepublik Deutschland mitgeteilt hat, dass die innerstaatlichen Voraussetzungen für das Inkrafttreten erfüllt sind. Maßgebend ist der Tag des Eingangs der Mitteilung.

(3) Jede der Vertragsparteien kann das Abkommen gegenüber der anderen Vertragspartei mit einer Frist von drei Monaten auf diplomatischem Wege schriftlich kündigen.

(4) Die Kündigung des Abkommens hat keine Auswirkungen auf die Fertigstellung von Gemeinschaftsproduktionen, die während seiner Geltungsdauer genehmigt worden sind.

(5) Die Registrierung dieses Abkommens beim Sekretariat der Vereinten Nationen nach Artikel 102 der Charta der Vereinten Nationen wird unverzüglich nach seinem Inkrafttreten von der Regierung der Bundesrepublik Deutschland veranlaßt. Die andere Vertragspartei wird unter Angabe der VN-Registrierungsnummer von der erfolgten Registrierung unterrichtet, sobald diese vom Sekretariat der Vereinten Nationen bestätigt worden ist.

GESCHEHEN zu Berlin am 14. Juni 2002 in zwei Urschriften in deutscher Sprache.

Für die Regierung des
Großherzogtums Luxemburg,
(Unterschrift)

Für die Regierung der
Bundesrepublik Deutschland,
(Unterschrift)